

Les crédits

Et à un moment donné les journalistes lui ont demandé: «Monsieur le premier ministre, est-ce que, après avoir fait tous vos bons coups que vous venez d'énumérer, n'avez-vous pas fait des mauvais coups?» Et là, je voyais le premier ministre se gratter la tête et répondre aux journalistes: «Je n'en trouve pas.»

Moi, si j'avais été à côté du premier ministre, je lui aurais soufflé un mot. Je lui aurais dit: «Monsieur le premier ministre, vous avez promis, pendant la campagne électorale et même avant, dans le temps où vous étiez dans l'opposition, plein de lueur d'espoir, plein de belles promesses pour la reconversion industrielle, et quand vous avez mis fin au contrat des hélicoptères, vous auriez dû mettre de l'avant ce programme, chose que vous n'avez pas faite.» Et ça, c'est un des mauvais coups que le premier ministre aurait dû mentionner aux journalistes, hier, quand il a fait le point sur ses six premiers mois.

Pour vous dire à quel point le premier ministre et le gouvernement du Parti libéral qui est en face de nous ont, si vous me permettez l'expression, j'allais dire menti, c'est peut-être un peu fort, sur le plan parlementaire, je trouve ça fort, mais c'est presque cela. Parce que j'ai des déclarations des députés dans le temps qu'ils étaient dans l'opposition, des députés provinciaux. Le parti libéral, alors qu'il était dans l'opposition, s'était fait le fervent défenseur du réaménagement pour un programme d'aide, pour venir en aide davantage, d'un outil pour aider les entreprises à s'orienter vers des marchés autres que ceux identifiés au marché militaire.

Donc, ils ont promis qu'ils allaient mettre sur pied un programme d'aide aux entreprises pour les faire bifurquer dans un domaine qui était autre que militaire. Cette promesse faite par les libéraux a été reprise dans le livre rouge. Pourtant, monsieur le premier ministre, presque à tous les jours, dans les réponses aux périodes de questions, nous parle constamment de son livre rouge, et il nous a parlé de *jobs, jobs, jobs*.

Néanmoins, une fois parvenu au pouvoir, ses intentions sont demeurées lettre morte, tant et si bien que même dans le Budget Martin, on n'a rien vu d'un programme aidant les entreprises militaires à se transformer.

Par contre, il nous parle beaucoup de son fameux programme d'infrastructure. Tant mieux, si ça donne des emplois.

• (1250)

Le programme d'infrastructures créera peut-être autour de 45 000 emplois. Mais qu'est-ce que cela donnera au gouvernement de créer 45 000 emplois, qui seront de toute façon des emplois temporaires, pour six mois, un an, s'il abandonne environ soixante mille emplois qui existent actuellement dans nos usines militaires, et qu'il laisse fermer les portes de ces usines? Je pense que le gouvernement aurait pu garder une partie du milliard qu'il investira dans son programme d'infrastructures et l'utiliser pour conserver les 60 000 travailleurs et travailleuses que nous avons dans nos usines militaires. Qu'est-ce que cela donne au gouvernement de créer un emploi d'une part, et d'en perdre deux de l'autre? On n'avance pas en faisant cela, on recule.

Le 26 mars 1993, les députés Axworthy, Rompkey et Peterson ont établi...

Le président suppléant (M. Kilger): À l'ordre, s'il vous plaît. Je veux simplement souligner encore une fois que l'on doit s'identifier l'un et l'autre à la Chambre par le titre des secrétaires parlementaires et, dans le cas des députés, par le nom de la circonscription et non pas par nos noms.

M. Lavigne (Beauharnois—Salaberry): Monsieur le Président, j'ai hésité à les nommer, sauf que je lis un texte du mois de mars 1993, alors que ces gens ne composaient pas le gouvernement. De toute façon, ce sont trois députés de l'opposition libérale de l'époque qui ont établi qu'il fallait entreprendre un réaménagement du programme d'aide aux entreprises militaires pour l'adapter à la reconversion industrielle des entreprises de défense.

Ils déclaraient conjointement: «Il faut étendre le mandat du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie qui ne vise qu'à favoriser la mise au point de technologies de défense et dont le budget s'élève à 200 millions de dollars». Il y a déjà un programme de 200 millions pour l'aide aux entreprises militaires, sauf qu'il fallait, comme les députés le disaient à l'époque: «... y inclure un volet d'aide à la reconversion et à la diversification vers des domaines tels que les technologies écologiques et les technologies de pointe pour le maintien de la paix». Ce sont les libéraux qui disaient cela. Ils invitaient les industries militaires à se diriger vers un domaine écologique.

Je vous cite comme exemple une usine du comté de Beauharnois, l'usine Expro qui a fait de la poudre à canon et des obus et qui, depuis quelques années, travaillent à un programme de décontamination des sols. Ces gens font des efforts surhumains pour survivre parce que 70 p. 100 de leurs commandes étaient des commandes gouvernementales dans le milieu de l'armement. Maintenant qu'ils n'en ont plus ou presque plus, ils doivent se réorienter et ils travaillent présentement à un programme de décontamination des sols qui touche toute la question de l'écologie.

Toutefois, ils ont besoin de soutien, ils ont besoin d'études, ils ont besoin de recherche, et c'est dans ce cadre-là que le gouvernement pourrait et devrait intervenir. Sinon, qu'advient-il de ces gens qui ont travaillé depuis des années à fabriquer de la poudre et des obus et qui n'en fabriquent pratiquement plus aujourd'hui? On sait aussi que cette usine vendait énormément aux États-Unis. Ils avaient énormément de commandes en provenance des États-Unis, mais on sait que les États-Unis resserrent eux aussi leur programme d'armement et ont diminué leurs commandes considérablement, donc cela diminue les commandes d'Expro.

Pour renchérir sur les déclarations des libéraux du temps qu'ils formaient l'opposition, le premier ministre actuel n'hésitait pas à dire que l'industrie militaire était une industrie du passé. Ils disaient que les Canadiens et les Canadiennes méritaient un gouvernement qui sache tracer la voie, un gouvernement qui apporte de nouvelles idées et de nouvelles stratégies, un gouvernement qui les aide à s'adapter aux changements.

• (1255)

La politique de reconversion de la défense est un exemple qui montre comment un gouvernement libéral entend répondre aux besoins des Canadiens et des Canadiennes dans les années 1990. C'est le premier ministre actuel qui disait cela à tous ceux qui